

RDC/M23: négociations "imminentes"

BBC Afrique, 4 décembre 2012 Le gouvernement de RDC a annoncé mardi l'ouverture imminente d'un dialogue avec la rébellion du M23. "Le dialogue va commencer d'ici un ou deux jours", a déclaré le ministre congolais de l'Intérieur, Richard Muej Mangez, en visite à Goma, capitale de la province du Nord-Kivu, dans l'Est de la République démocratique du Congo, que les rebelles ont quitté samedi en échange de l'ouverture de ces pourparlers. Les négociations auront lieu à Kampala, la capitale de l'Ouganda.

"Nous dialoguerons avec quiconque implique dans la situation, y compris le M23", a indiqué Richard Muej Mangez. Un premier groupe de négociateurs doit, selon lui, quitter Kinshasa pour Kampala mardi. Un autre doit suivre mercredi. "Nous avons fait en sorte que ce soit une équipe complète composée des animateurs de toutes les institutions", a précisé le ministre, indiquant que la société civile, l'Assemblée nationale et le Sénat de RDC y participeraient. Il n'est cependant pas clair si le président Joseph Kabila prendra lui-même part aux pourparlers. La rébellion du M23 est composée essentiellement d'ex-rebelles Tutsi congolais qui avaient intégré l'armée régulière de RDC en 2003 après un accord de paix signé avec les autorités congolaises. Ils se sont mutinés il y a huit mois, aboutissant à la prise de Goma le 20 novembre. Les rebelles ont quitté Goma depuis samedi dernier, mais ils sont tout proche de la ville, à 3 km postés sur une colline stratégique. Le Rwanda et l'Ouganda accusés Selon Kinshasa et l'ONU, la rébellion est soutenue par le Rwanda et l'Ouganda. Lundi, le groupe d'experts du Conseil de sécurité de l'ONU a encore accusé les deux pays d'avoir aidé militairement les rebelles dans leur récente offensive contre Goma. Dans un rapport, les experts affirment que "plus d'un millier de soldats rwandais sont venus du Rwanda pour aider le M23" dans sa marche vers Goma et 500 ont assisté les rebelles lors de la prise de la capitale du Nord Kivu. Le ministre rwandais de la Défense, James Kabarebe, a présenté par les experts de l'ONU comme le grand ordonnateur de ces opérations militaires, a jugé "totalement erronées" ces affirmations. Deutsche Welle, 04.12.2012 Ce que demandent les rebelles du M23 Les rebelles du M23 entendent soumettre au gouvernement congolais, lors des discussions de Kampala, une série de revendications dont le retour des réfugiés congolais tutsis vivant au Rwanda et au Burundi. Depuis lundi, l'armée gouvernementale congolaise est de retour à Goma, une ville qu'elle avait désertée sous la pression des rebelles du M23. Des rebelles qui menacent de revenir à Goma si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Des revendications qui seront examinées à Kampala en Ouganda entre représentants du gouvernement congolais et ceux du M23. Pourtant, il y a quelques jours encore, le gouvernement congolais excluait toute idée de dialogue avec les rebelles du M23. Mais face à la puissance de feu des rebelles, le voilà aujourd'hui contraint à la discussion. Des discussions qui devraient s'ouvrir sous peu à Kampala sous l'arbitrage du Rwanda et de l'Ouganda. Les revendications des rebelles sont connues. Ils demandent notamment l'application effective des accords de paix du 23 mars 2009. Des accords conclus avec le CNDP, un mouvement rebelle composé de dissidents de l'armée régulière et devenu aujourd'hui le M23. Mwayila Tshiyembe est politologue congolais. Il revient sur cet accord de 2009 : « À travers cet accord de 2009, il y a plusieurs paramètres à noter : Le retour des réfugiés, l'amnistie qui devrait être accordée aux rebelles sauf pour les crimes de guerres et crimes contre l'humanité, la question des grades à obtenir dans l'armée, les postes à avoir et dans l'armée et dans l'administration ainsi que la transformation du CNDP en parti politique. Le gouvernement congolais prétend que cette partie a déjà été réglée. Resterait probablement la question du retour des réfugiés et celle des grades. » Retour des réfugiés et la menace des FDLR Pour Vianney Kazarama porte-parole du M23 que nous avons joint en pleine séance de préparation de la rencontre de Kampala, le retour des réfugiés sera une question clé lors des discussions qui vont s'ouvrir : « Un réfugié qui veut retourner dans son pays, c'est un droit à lui et un devoir pour le gouvernement qui doit l'y aider. Cela n'est pas une exigence. C'est une question très importante. » Ces réfugiés dont il est question sont des tutsis congolais qui ont quitté le Congo à l'époque de l'ancien président Mobutu Sesse Seko quand ils furent déchus de leur nationalité. Rappelons que pour la plupart d'entre eux au Rwanda et au Burundi, ils auraient l'intention de rentrer en RDC. Autres revendications qui pourraient figurer sur la table des discussions, la question des combattants des forces démocratiques de libération du Rwanda, une rébellion active dans l'est du Congo et qui menace le pouvoir rwandais. Les rebelles devraient aussi demander la liberté de mouvement pour le numéro "UN" de l'opposition congolaise, Etienne Tshisekedi et la tenue d'un dialogue inclusif avec les différentes composantes de la société congolaise.